



EDUCATION

L'ÉCOLE : Enjeu de société ou gare de triage ?

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 913

5 mai 2011

prix: 0,70 €



Selon Sarkozy

■ Mensonges

Le bilan positif de Sarkozy à l'Élysée

Page 2

■ Assises régionales de l'Humanité

A Nantes, militants, diffuseurs, amis de l'Huma, lecteurs échan- gent autour de leur journal

Page 3

■ G8

Les peuples contre la finance

Page 5

■ Social-écologie

Les inégalités sociales au cœur de la problématique écologique

Page 6

■ Services publics

Elue à St-Joachim, Véronique Mahé revient sur la désertion des services publics des ter- ritoires ruraux



Page 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lec- teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili- tante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Crise de foi

En 2007 il y croyait dur comme fer, ses slogans avaient fait mouche dans l'électorat et pour 2012 sûr de lui, Sarkozy y croit encore : «*Moi la situation, je la sens bien*», a-t-il lancé à des députés UMP. Cependant, **si le président a la foi il semblerait que les français désertent sa chapelle** tant sa cote de popularité est au plus bas

Bonne blague

Marine LE PEN, le leader politique d'un petit parti d'extrême droite français qui somme toute, à l'échelle mondiale, représente bien peu de chose rejoint la liste annuelle du Times des 100 personnalités les plus influentes du monde !!! **Il y a vraiment des listes aussi bêtes qu'inutiles** à moins que ce ne soit là qu'une démonstration d'humour british !

Perspectives



Révélation fort étonnante, l'INSEE dans une récente étude annonce que les réformes des retraites (1993, 2003 et 2010) entraînent *"une remontée de l'activité des seniors"* et que *"la moyenne d'âge de la population active va [...] augmenter, du fait d'une activité plus forte des seniors de plus de 55 ans et de l'arrivée des générations nombreuses dans ces tranches d'âge"*. La France de Sarkozy, c'est la France du déambulateur et du sonotone au travail.

Big brother

Souriez vous êtes suivi !!! L'idée selon laquelle les nouvelles technologies participeraient au vent de liberté et d'émancipation qui touche l'individu serait-elle erronée ? En Effet, les smartphones stockeraient les données de déplacement de leurs utilisateurs jusqu'à un an pour les iPhones. Que font Apple ou encore Google de ces données ? Officiellement rien, et **l'on peut sérieusement en douter.**

Précarité infantile

La défenseuse des enfants, Dominique Versini, dresse un bien mauvais bilan de la politique gouvernementale avant son remerciement. Parmi ses reproches : la scolarité des enfants handicapés, la justice des mineurs, la discrimination des enfants étrangers... Elle déplore également, **l'insuffisance de politique publique qui conduit à une pauvreté accrue avec 2 millions d'enfants pauvres dans notre pays.** Décidément, dans ce domaine comme dans bien d'autres, le mandat de Sarkozy est un échec.

Point de vue

par Sandrine Fleurimont

Partout en France, la fête du travail a sonné comme un avertissement au gouvernement de Sarko.

«**AUGMENTEZ NOS SALAIRES**», «**NOUS N'ATTENDRONS PAS 2012**» Voilà les quelques slogans que l'on pouvait lire sur les banderoles écrites à la main par les salariés qui défilaient dans les rues de nos villes.

L'inégalité et l'injustice sociale voilà ce qui prévaut aujourd'hui chez nos compatriotes. Les banques et les grandes entreprises affichent sans vergogne des taux de profit record, les groupes du CAC 40 ont réalisé 80 milliards d'euros de bénéfices en 2010, et pendant que Madame Bettencourt, dont la fortune est estimée à 14449 M€, ne paiera que 10000€ d'impôts cette année, on veut nous faire gober que c'est une prime de 1000€ qui réglera le problème du plus grand nombre ! Foutaises !

Mais c'est sans doute parce que Madame Bettencourt, amie de Sarkozy «**LE VAUT BIEN** » et que nous, manifestement, nous ne valons pas grand-chose !

Il me semble que si la droite depuis qu'elle est au pouvoir avait été capable de s'occuper de justice sociale nous ne serions pas obligés vous et moi de manger des patates, même pas Bio à chaque fin de mois ! **Il faut exiger de l'état une vraie revalorisation sala-**

riale, une revalorisation de l'indemnité chômage et des retraites, l'augmentation du smic, l'augmentation des minima sociaux, en finir avec les exonérations fiscales et taxer les revenus financiers des entreprises. Voilà ce que propose le PCF en lançant une grande campagne CONTRE LA VIE CHERE, thème qui sera aussi débattu dimanche 12 Juin à St-Nazaire lors de notre fête départementale avec les diverses forces de gauche invitées à en discuter avec nous.



Si les échéances de 2012 seront décisives l'année 2011 n'est pas de trop pour mobiliser les citoyens dans les luttes urgentes contre la vie chère, la précarité, le logement, l'école, la santé, les réformes libérales. **Il nous faut dès aujourd'hui construire un projet capable de changer la vie et d'unir notre peuple afin de redessiner une espérance collective.**

Le jour viendra ou notre silence sera plus puissant que les voix que vous étouffez aujourd'hui.

Augustin Spies

Le bilan

Même s'il n'est pas encore officiellement candidat à sa réélection, Nicolas Sarkozy n'en est pas moins en campagne. En témoigne ce bilan que l'Elysée vient de rendre public sous forme d'une brochure de 76 pages dont le titre un rien culotté est : «*la France avance...* ». Alors que tous les sondages d'opinion montrent un chef de l'Etat en perte de vitesse, voire carrément décroché par le PS et le FN dès le 1er tour des présidentielles dans les intentions de vote, il faut en effet une certaine dose de culot voire de cynisme ! «*Depuis quatre ans, et malgré la crise, la France avance, se modernise, se transforme* » affirme la brochure. *Mieux : ces réformes, « les Français les ont atten-*

dues longtemps ; ils les ont choisies sans ambiguïté lors de la dernière élection présidentielle de 2007. » Le bilan serait indiscutable que ce soit sur les sujets de « *l'emploi, de la sécurité, de l'autorité et du pouvoir d'achat...* ». Il n'est de pire sourd... ! **Car il faut être atteint d'une sérieuse cécité et afficher une sacrée mauvaise foi pour oser affirmer cela** alors même que c'est précisément sur ces thèmes que les Français dressent un constat d'échec du président de la République.

De fait le document en forme de bilan apparaît bien pour ce qu'il vise à être : un véritable programme électoral. D'ailleurs, les têtes de chapitres constituent autant de slogans : « Protéger les Français », « Bâtir une France plus juste » ;

« Construire une France moderne » ; « Préparer l'avenir » ; « Faire respecter la voix de la France ». Avec une mention spéciale pour le volet « maîtriser l'immigration », inclus dans le chapitre « Protéger les Français ». L'immigration présentée comme une menace : la surenchère avec le FN continue. Dans ce chapitre décidément fourre-tout, Sarkozy donne dans l'autosatisfaction s'agissant du pouvoir d'achat : « il a été mis à mal par les difficultés de l'emploi et la hausse du prix de l'énergie » tout en retenant de l'INSEE une hausse du pouvoir d'achat des Français pourtant bien éloignée de la réalité. La réforme des

BILAN SARKOZY



retraites ? « *Le sauvetage du système par répartition* » avec retour à l'équilibre « en 2018 ».

Pour conclure, après un chapitre sur la « *démocratie irréprochable* » (sic), le bilan du sarkozysme récupère à son profit les révolutions du monde arabe affirmant « *faire avancer la paix* ». A coups de canon !

De vous à moi...

Durant le week-end de pâques, Georges Tron, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a sans aucun doute pris les fonctionnaires pour des cloches ! «*Dans les deux ou trois prochaines années, on peut encore réduire le nombre de fonctionnaires de l'Etat* », a-t-il déclaré sur RTL comme si le gel du point d'indice pour 2012 ne suffisait pas. Loin de la crise de foi, c'est la diète et le régime sec que propose le secrétaire d'Etat aux fonctionnaires. S'il a déclaré que des ajustements pouvaient être envisagés dans l'éducation nationale (c'est pourtant

loin d'être le chemin pris) et dans la police, **d'autres secteurs ont beaucoup de soucis à se faire.** C'est le cas par exemple des organismes qui remplissent des missions de service public (600 en France) comme le Pôle emploi ou encore le CNRS. Si l'on prend le Pôle emploi on imagine aisément la catastrophe. D'autant que l'Inspection Générale des Finances dans un récent rapport reconnaît le sous effectif de cette institution voulue par Sarkozy. Déjà que les salariés de pole emploi sont au bord de la crise de nerf, qu'ils ne parviennent pas à satisfaire l'ensemble

des demandes et à assurer le suivi nécessaire, qu'en sera-t-il demain si les effectifs sont encore réduits ? Sans doute notre gouvernement, toujours bien intentionné, pense que sa politique va à ce point réduire le nombre de demandeurs d'emploi que l'on peut bien rogner sur les effectifs de pôle emploi, **comme il pense que nous n'avons plus besoin de chercheurs, d'enseignants, d'infirmières...** Bienvenue désormais dans un monde sans service public, le monde rêvé de l'UMP... Usager, circulez, il n'y a plus rien à voir, ni à espérer...

...en Loire Atlantique.

VITE LU VITE DIT

Rappel

Petite pique de rappel, les documents soumis au débat des communistes pour les échéances de 2012 sont consultables sur le site du PCF 44 :

www.pcf44.com.

Vous pouvez également participer au débat et laisser vos contributions sur le forum : <http://pcf44.forumsactifs.com/>

Pas de papiers

Une équipe de footballeurs sénégalais devait se rendre à Mauves-sur-Loire en vue de participer à un tournoi international. Politique d'immigration oblige, aucun de ces joueurs n'a obtenu de visa de court séjour. La France est un pays qui érige des remparts contre l'immigration et fait preuve d'une fermeté et d'un « jusqu'au boutisme » qui ne l'honore pas.

Le vent en poupe

L'éolien a le vent en poupe, c'est une filière qui se structure dans le bassin d'emploi nazairien. Si la construction de mâts d'éoliennes ne peut être une réponse sur le long terme pour les chantiers navals, en revanche, le besoin de nouveaux navires spécialisés dans la pose de ces structures peut être intéressant.

Développement de l'emploi... précaire

Selon les derniers chiffres publiés par l'URSSAF, au dernier trimestre 2010, la région des pays de la Loire est celle qui a le mieux progressé en termes d'emploi salarié, 14200 postes supplémentaires auraient été créés sur les 5 départements. Cependant, l'intérim prend une trop forte place dans cette dynamique avec 9800 postes créés sur un an.

Les assises de l'Humanité

Le vendredi 29 avril se sont tenues les assises régionales de l'Humanité. Après des étapes à Lyon et Toulouse, l'Humanité s'est arrêté à Nantes. André



CICCODI-COLA, rédacteur en chef de l'Humanité dimanche

et initiateur des nombreuses évolutions de ce magazine s'est déplacé en région ligérienne pour présenter et animer ces assises, entendre ce que les lecteurs avaient à dire.

De nombreuses rencontres ont eu lieu durant toute la journée, avec la presse, avec un magasin de presse, avec la société des agences de diffusion, pour terminer la journée par des rencontres de travail et d'échanges sur le contexte difficile de la presse écrite et sur les difficultés financières chroniques que connaît le journal fondé par Jean JAURES.

Baisse des ventes expliquée par la baisse du pouvoir d'achat, par la raréfaction des points de vente, par la mauvaise exposition de l'huma dans les kiosques et magasins de journaux mais surtout les débats ont montré la corrélation entre l'affaiblissement du Parti communiste français, sa structuration, et la baisse de la vente militante indispensable au rayonnement de l'Humanité. Pourtant, les différentes discussions ont valorisé la

qualité et l'importance politique et idéologique de l'humanité quotidienne et dimanche dans le débat démocratique et citoyen. Jacques Séguéla, publicitaire bien connu, a déclaré récemment que l'HQ et l'HD étaient les meilleurs sponsors de la démocratie.

Dans la bataille idéologique actuelle, dans la situation économique et sociale de notre pays, l'humanité peut être l'outil informationnel de référence pour le mouvement politique et social, l'Humanité est le seul journal à consacrer une grande partie de ses pages aux luttes syndicales et sociétales. Sa ligne édi-



toriale est souvent un contre-pied à la pensée dominante présente dans la plupart des médias. En achetant et en lisant l'Humanité c'est le pluralisme et la diversité des opinions qui est défendue.

Les assises vont se poursuivre avec des prochaines étapes à Lille et Marseille. Autant de rencontres et de réflexions pour que vivent le quotidien et le magazine cher aux dizaines de milliers de lecteurs, aux militants communistes et de gauche, aux syndicalistes et aux militants associatifs.

La commission d'enquête parlementaire sur l'industrie ferroviaire en Loire-Atlantique

Le 5 mai prochain la commission d'enquête parlementaire sur la situation de l'industrie ferroviaire française fera une halte en Loire-Atlantique.

Le but de cette commission est d'auditionner le plus grand nombre d'acteurs du monde ferroviaire : de grands industriels, des sous traitants ou encore des dirigeants de la SNCF ou de RFF. Cette commission va également à la rencontre de syndicalistes, d'élus, d'usagers. Elle a commencé ces travaux fin 2010 et elle devra, suite à ces nombreuses auditions, rendre un rapport à la mi-juin.

Pour Alain Bocquet, député communiste et président de cette commission d'en-



quête le « but est de réaliser un état des lieux de l'industrie ferroviaire » et de « souligner les forces et les faiblesses du secteur, qui doit défendre son savoir-faire et ses emplois face à une concurrence désormais mondialisée ».

La commission fera des propositions concrètes pour répondre aux problèmes qui se posent à cette industrie afin de pouvoir continuer à développer l'emploi et casser la logique de délocalisation de la production à l'étranger.

En Loire-Atlantique la commission se rendra à Châteaubriant à la rencontre de l'ABRF société de construction de wagon pour laquelle le député Alain Bocquet a obtenu une commande de la SNCF. Elle se rendra aussi sur le site de la future ligne Nantes / Châteaubriant et des ateliers de maintenance de Nantes.



L'HUMANITE

Le journal « L'Humanité », fondé par Jean Jaurès dont le premier numéro paraît le lundi 18 avril 1904 se fixe alors comme objectifs premiers d'être un outil pour l'unification du mouvement socialiste français et, par la suite, un des leviers de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Le déclenchement de la guerre 14-18, la mort de Jean Jaurès et le ralliement de la majorité des dirigeants socialistes français à l'Union sacrée transforment brutalement le journal durant l'été 1914. L'année 1920 est un

nouveau tournant pour l'Humanité. En effet suite au Congrès de Tours de la SFIO, Le journal suit la majorité et devient donc l'organe officiel du jeune PC. Lors de la seconde guerre mondiale l'Humanité paraît clandestinement pendant cinq ans (383 numéros diffusés à 200 000 exemplaires) jouant ainsi un rôle important dans la Résistance. Patrimoine vivant, du mouvement révolutionnaire français, son développement doit encore aujourd'hui figurer comme une priorité absolue pour faire évoluer les rapports de force et voir émerger une alternative de progrès et de justice sociale dans notre pays.

L'HUMANITE DIMANCHE

La création de l'Humanité Dimanche, le 3 octobre 1948, ancre la diffusion du journal dans les quartiers populaires. L'Humanité n'en subit pas moins les contrecoups des turbulences de l'Histoire : guerre froide, guerres coloniales, déstalinisation : sa courbe de diffusion est ainsi un sismographe de la vie politique française. En avril 1990, l'Humanité-Dimanche fait le choix d'une formule magazine qui connaît la réussite, mais dont le succès s'érode vite. Une rénovation, en novembre 1997, ne suffit pas à enrayer un mouvement de baisse, notamment de la diffusion militante. Le 9 mars 2006 l'Humanité-Dimanche, HD, est relancé comme magazine et confirme sa vision résolument engagée et progressiste, unique dans le paysage de la presse magazine française.

L'HUMANITE DIMANCHE

SYRIE 400 MORTS OU EST PASSE SARKOZY?

1^{er} MAI Sondage l'Humanité Dimanche / Harris Interactive

CE QUE VEULENT LES SALARIÉS

76% La revalorisation des salaires : c'est la priorité absolue

74% Pour l'union des syndicats sur cette revendication

Et pour 80% pas question d'attendre la présidentielle de 2012!

ANALYSE, REACTIONS, REPORTAGES

TV

Pâques à Nantes, les chrétiens s'approprient l'espace public

A l'heure où les débats sur la laïcité font grands bruits, à Nantes, un millier de chrétiens se sont retrouvés pour prier place Royale ! Les élus UMP prompts à dénoncer les prières dans l'espace public quand il s'agit des musulmans, se sont, dans ce cas précis, montrés beaucoup plus silencieux !!! Une question s'impose tout de même, la laïcité telle que la conçoit l'UMP serait-elle une laïcité à géométrie variable ? D'un côté, Sarkozy stigmatise l'islam et les musulmans, de l'autre, il glorifie l'histoire catholique de la France et fait des courbettes devant Benoit XVI. C'est dans ce contexte particulier où le débat sur la laïcité à l'initiative de l'UMP en cachait à peine un autre sur l'identité que les trois religions chrétiennes ont décidé de ce rassemblement place Royale. Dans le journal 20 mn, Caroline



Schrumpf, pasteur de l'église réformée de Loire-Atlantique indique que la place royale est « Un lieu plus neutre qu'un parvis de cathédrale ou qu'un temple ». Soit, et c'est bien là le problème, la place royale est un lieu public et non un lieu de culte.

De ce fait, l'entreprise ?cuménique des trois religions chrétiennes apparaît plus comme un geste politique qui vise à un retour de l'expression religieuse dans l'espace public et à une entreprise de prosélytisme bien regrettable. Voilà pourquoi, par ailleurs, les autres religions n'ont pas réproposé cette initiative.

Le dossier.

Education

L'ECOLE : Enjeu de société ou gare de triage ?

■ Ne laissons pas massacrer l'école publique !

La droite met « l'école » au cœur de son projet. Depuis 2007, la virulence des attaques contre l'école s'est accélérée avec la suppression massive de postes d'enseignants et de personnels éducatifs spécialisés et le recul de la part des dépenses de l'État dans l'éducation dans le PIB. Cette politique a des conséquences palpables dans le vécu de nos concitoyens sur les territoires : fermetures de classes, non-remplacement des absences des enseignants, accroissement des difficultés scolaires, en particulier des élèves les plus défavorisés, impossibilité d'intégrer correctement les élèves handicapés... **Comment admettre, au XXI^{ème} siècle, que l'effort éducatif dans notre pays décroisse depuis plusieurs années ? Comment ne pas être choqué par l'absence de considération pour cette école qui fait la société de demain ?**

Partageons une ambition pour l'école !

L'ambition d'une éducation de qualité passe par la revendication d'un service public national, assurant l'égalité d'accès aux savoirs sur tout le territoire et d'enseignements formés, disposant du temps et de la liberté d'esprit nécessaire à l'exercice de leur métier, sous statut de la fonction publique.

Depuis quelques mois, les organisations syndicales, les représentants de parents d'élèves et les élu-e-s tirent la sonnette d'alarme. A la rentrée 2012, le gouvernement veut supprimer 16 000 postes



d'enseignants, portant à 65 520 les postes supprimés depuis le début du quinquennat, soit 8% des effectifs. Comme l'indique le secrétaire général du SNUipp : « *C'est une rupture sans précédent, pour la première fois en France, on va fermer plus d'écoles qu'on ne va en ouvrir* ». **Dans notre département, avec 502 élèves en plus pour la rentrée dans le 1^{er} degré, il n'y aura que 5 postes en plus. Les syndicats d'enseignants estiment que « 524 postes sont nécessaires pour accueillir les 4400 élèves supplémentaires dans les écoles, collèges et lycées de Loire Atlantique ».** De nombreuses actions expriment le mécontentement des enseignants, des parents d'élèves : ceux des collèges de la Noé Lambert à Nantes ou de Petite-Lande à Rezé refusent les classes surchargées ; à St-Julien-de-Vouvantes et Petit-Auverné ou à Guérande, à Nozay et La Chapelle-sur-Erdre, à l'école Sarah-Bernhardt à Nantes, l'école Sully ou Louis-Pergaud contre les fermetures de classes ; ou encore les lycées Camus ou Michelet pour des non-remplacements d'enseignants... tous ont en commun le refus de voir la réduction de moyens pour la rentrée 2011. La FCPE44 annonce, elle aussi : « *Entre la baisse des heures pour les Auxiliaires de Vie Scolaire et le problème des professeurs stagiaires, la rentrée 2010 a été très dure. Mais, on s'attend à pire pour la rentrée 2011, avec l'arrivée au collège des enfants du baby-boom de 2000, sans effectifs supplémentaires.* »

Au-delà des «économies» réalisées par le ministère, il s'agit aussi de l'affirmation d'une volonté idéologique.

Pour ne pas être en reste, le ministère de l'Éducation nationale contribue aussi à cette idéologie. En plus de supprimer des postes, les réformes et les dispositifs expérimentaux s'empilent, sans même prendre le temps d'une véritable évaluation de leur pertinence. Dans l'enseignement professionnel, dans les

lycées généraux et technologiques, à chaque fois, la dérégulation est de mise : tronc commun, globalisation des dédoublements, annualisation des horaires... L'éducation prioritaire voit arriver un nouveau dispositif zappant le classement ZEP par le dispositif CLAIR (collège, lycée, ambition innovation, réussite).

Au-delà des économies en moyens, il s'agit de faire passer dans les mœurs des principes pour le futur et de faire en sorte que le modèle de système éducatif soit profondément modifié.

Mais parce que l'avenir de la jeunesse est en jeu, nous refusons cette entreprise de destruction du service public de l'éducation nationale. Notre pays a les moyens de répondre aux défis de l'école publique, gratuite et laïque de qualité et d'assurer la réussite de tous.

Le coup de colère des parents !

Voilà maintenant 12 ans que les parents de l'UPE/CSF du collège Debussy se battent pour l'égalité scolaire des enfants du quartier de Bellevue à Nantes. Ils avaient dénoncé alors « *qu'une école à deux vitesses se développerait* ». Pour eux c'est « *12 ans de saupoudrage, (3 générations de collégiens) 12 ans à attendre des évolutions significatives montrant que l'égalité des chances a du sens dans notre République* ». Et, voilà qu'ils découvrent par voie de presse que désormais pour les élèves concernés par les conseils de discipline, la solution viendra de la police. En effet, ce nouveau partenariat s'inscrit dans le dispositif CLAIR. Sur le plan pédagogique, il n'apporte aucun moyen nouveau ni aucune innovation pour lutter contre la difficulté scolaire.

Le but de ce dispositif est la dérégulation et la fin d'un programme national, identique pour tous. C'est le démantèlement de l'éducation prioritaire.

Ils ont dit

■ Moins de profs, plus d'élèves : le crime contre le besoin de scolarité

A l'arrivée de la droite aux affaires en 2002, il y avait 862 610 postes de fonctionnaires (pas seulement les enseignants) dans l'éducation nationale (*). A l'arrivée de Sarkozy à la présidence, ils n'étaient plus que 838 177. A la rentrée 2010, on est tombé à 804 043. Et voilà que le gouvernement annonce une suppression supplémentaire de 16 000 postes à la rentrée 2011, ce qui conduirait aux alentours de 788 000 seulement. En neuf ans, de 2002 à 2011, ce sont plus de 74 600 postes supprimés, soit 8,6% ! Dans le même temps, la natalité ne cesse de progresser : 774 800 nouveaux nés en 2000 (scolariables donc en 2002) pour 797 700 naissances en 2010 ! Qui va enseigner à ces enfants en nombre croissant ? Les solutions envisagées par le Gouvernement

sont intolérables : favoriser le privé, fermer les classes de maternelle, entasser les élèves dans les classes, et, au nom de l'autonomie des établissements, obliger à des recrutements locaux d'enseignants vacataires pour les établissements qui le pourront selon les dons du privé, des familles et des collectivités locales.

Le PCF dénonce cette conception inégalitaire du service rendu aux publics dans un fonctionnement marchand.

Le projet pour l'école du PCF va dans le sens contraire : pour préparer tous les futurs adultes à vivre et travailler dans un monde modelé par des savoirs de haut niveau, l'école a besoin des moyens pour conduire une nouvelle étape de démocratisation scolaire avec des efforts de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Pour préparer la rentrée 2011, il appelle tous ses collectifs militants à s'unir à toutes les forces dis-

ponibles pour obtenir, école par école et nationalement, la réouverture de toutes les classes nécessaires dès l'âge de 2 ans en primaire et de tous les postes d'aide, de tous les postes dans le secondaire où arrive la vague du baby-boom de l'an 2000, ainsi qu'au lycée où les réformes annoncent une rentrée catastrophique.

(*) les chiffres sont tirés de : Repères et références statistiques, 2010, édité par la division des études prospectives du Ministère. Et des données publiques de l'INSEE pour les naissances.

Réseau école du Parti communiste français, Paris, le 28 avril 2011.



■ En mai et juin



Tout comme pour l'ensemble des services publics, l'école subit des réformes. Tout comme partout ailleurs, « réforme » est devenue

synonyme de « dégradation » (nouveaux programmes, aide personnalisée, stage pendant les vacances, Service minimum d'accueil, réforme de la formation, évaluations nationales...). A chaque fois la même logique libérale est à l'œuvre : économie budgétaire, (la suppression de postes qui engendre celle des RASED, des classes surchargées, la disparition de la scolarisation des enfants de deux ans, la menace sur le remplacement, ...). La politique managériale prend forme (En Loire Atlantique, l'Inspecteur d'Académie sanctionne financièrement et s'appête à mettre en œuvre des procédures disciplinaires pour les enseignants contestant les évaluations

nationales et les directeurs(trices) qui ne sont pas entrés dans « base élèves »*. Sanctions d'autant plus violentes qu'elles sont soudaines.)

Ce qui est vrai à l'école primaire, l'est tout autant au collège et au Lycée.

Le SNUipp/FSU44 en relation avec l'intersyndicale et la FCPE propose un calendrier d'actions pour mai et juin. **Le 16 mai, dépôt de préavis de grève pour continuer de s'opposer aux sanctions. Le 18 mai, montée à Paris avec les parents et les enseignants, Le 20 mai, à l'initiative de la FCPE, « Nuit des écoles », le 25 mai, nouveau rassemblement à l'Inspection académique pour protester contre les**

sanctions. Avant le 6 juin, négociation avec l'Inspecteur d'Académie pour que cesse la dégradation des moyens dans le département. Si la négociation échouait, dépôt de préavis de grève du 6 au 10 juin, jour du CTPD.

L'école est un enjeu démocratique majeur. Nous ne la regarderons pas se dégrader sans combattre, nous continuerons de lutter pour que règne le pari de l'intelligence.

Sylvie Pouyon
et Marcel Le Bronze

Co-secrétaires du SNUipp/FSU44
*fichier qui permet la gestion administrative et pédagogique des élèves

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Un congrès anti Euro +

Après l'euro manifestation de Budapest qui a rassemblé 50 000 personnes le 9 avril, le 12e congrès de la Confédération Européenne des Syndicats aura lieu à Athènes, du 16 au 19 mai 2011. L'événement constitue une étape majeure dans l'élaboration de la stratégie du mouvement syndical européen. La CES rejette la politique d'austérité européenne qui se traduit par une forte réduction des salaires, des services publics et des droits des travailleurs. Les dirigeants syndicaux des pays européens se réuniront sur leur plan d'action stratégique sur ces questions.

Une pétition énerg(ét)ique !

La CNL lance une pétition contre la flambée des prix de l'énergie domestique. En effet, après la privatisation d'EDF-GDF, la loi NOME enlève tout garde fou à l'évolution tarifaire. L'objectif est la disparition des tarifs réglementés. Pourtant 3,5 millions de ménages ne peuvent déjà plus se chauffer correctement. L'énergie domestique est un bien de première nécessité.

Signez la pétition en ligne : http://www.petitions24.net/petition_cnl_stop_a_la_flambee_des_prix_de_lenergie

Sarkozy, Président du surendettement...

Le quotidien Le Parisien révèle le 27 avril, que les chiffres du surendettement explosent (+17%) entre décembre 2010 et février 2011. 900.000 personnes ont déposé un dossier de surendettement à la Banque de France. Ces chiffres révèlent une situation dramatique et insupportable. Dramatique quand on pense aux terribles conséquences sociales pour des centaines de milliers de familles. Insupportable quand les grands patrons du CAC40 voient leurs salaires s'envoler en 2010, « 24 % de plus qu'en 2009 », selon le journal les Échos du 26 avril. Entre multiplication des exonérations de charges et allègements fiscaux, les grands patrons se goinfrent chaque année un peu plus pendant que les plus pauvres continuent d'être aspirés dans la spirale de l'endettement.

...Pas de pouvoir d'achat !

Le PDG de Total annonce sans frémir que le litre de carburant va atteindre deux euros. Son groupe a réalisé plus de dix milliards de profit. Il en demande plus ! L'État ne dit pas non puisque, du même coup, il prélèvera davantage de taxes. La majorité de celles et de ceux qui se rendent aux pompes perçoivent le SMIC et très souvent en deçà du SMIC. Notre PDG, lui, gagne deux millions cinq cent mille euros par mois !

Les hirondelles de Guéant ne font pas le printemps

Claude Guéant vient d'annoncer la création de « patrouilleurs » chargés d'assurer la visibilité de la police. Il s'agit d'un retour par la petite porte de la police de proximité. Pour Nicolas Sarkozy et son équipe, il s'agit d'un formidable aveu d'échec après tant d'années passées à saccager la police de proximité créée par la gauche. Pour autant, le retour de ces « hirondelles » ne fait pas le printemps de la sécurité. L'annonce de Claude Guéant reste particulièrement floue. Tout indique que ces nouvelles unités se feront par le biais d'un redéploiement des forces de police existantes qui souffrent déjà cruellement de sous-effectif.

0%

C'est le montant d'augmentation du point d'indice des fonctionnaires prévu d'ici 2013 !

Après un 1^{er} mai unitaire, Unité pour nos salaires !

Ce 1^{er} mai 2011 prenait tout son sens de journée de solidarité internationale du monde du travail, dans ce monde marqué par des évolutions majeures. Ainsi, CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA y ont exprimé leur soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté. Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir, de liberté et de progrès social. Ce fut aussi l'occasion de dénoncer les politiques d'austérité imposées par les Etats et Institutions européens avec le pacte Euro+. Non, les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables ! Après les 7 Millions de français mobilisés en 2010 pour défendre les retraites, les salariés confirment où doit porter l'urgence. Le sondage publié par l'Huma Dimanche du 28 avril montre clairement ce que veulent les salariés : pour 76%, la revalorisation des salaires doit être la priorité absolue (90% chez les ouvriers), et ils attendent des syndicats de savoir s'unir sur cette revendication. Il y a sûrement un rapport avec le fait que le salaire net pèse 10% de moins dans la valeur ajoutée qu'il y a 30 ans ! Pourtant, sur cette même période, les 200 000 salariés les mieux payés ont vu leur part dans la masse salariale doubler, la moitié de cette hausse revenant aux seuls cadres de la finance... Donc non seulement l'injustice s'aggrave entre rémunération du travail et rémunération du capital, mais les inégalités se creusent au sein même des salariés. De quoi alimenter grandement la colère et les risques de dérives populistes. Et pour 80% des sondés, la question des salaires ne doit pas attendre la Présidence. Dès à présent, luttons pour le SMIC à 1600€, et l'augmentation générale des salaires !



Eglantine : évoquant la Révolution française, elle fut la première liée à la fête des travailleurs avant de se faire détrôner par le muguet.

Au banquet des requins, les peuples se rebiffent

Le G8 réunira les 26 et 27 mai à Deauville les dirigeants des 8 pays les plus riches du monde. Au lendemain de la tempête financière de 2008, ce G8 vise à maintenir la dictature de la finance qui emprisonne tous les aspects de notre existence : salaires, logement, travail, éducation, agriculture, climat, retraites, connaissance, biodiversité... Les peuples ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour dégager des réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale. Déjà, d'énormes manifestations à Londres et ailleurs prouvent leur volonté de ne pas se résigner. Les processus révolutionnaires en cours autour

de la Méditerranée ont abattu deux dictatures et viré leurs familles mafieuses. Pourtant, rien n'est acquis et les populations luttent encore pour leurs droits et pour la justice. Le soutien nécessaire aux révolutions ne doit pas faire oublier que la récente intervention militaire en Libye a surtout pour but de préserver les intérêts économiques des grandes puissances tout en récupérant la manne pétrolière confisquée par le clan Kadhafi. Enfin, la catastrophe naturelle et industrielle subie par le peuple japonais démontre une fois de plus qu'il est temps d'en finir avec cette logique du profit et du secret qui permet fraudes, men-

CPAM : un 18 avril combatif



Le 18 avril, 21% des salariés de la CPAM ont fait grève pour exprimer leur rejet du Contrat Pluriannuel de Gestion 2010/2013, examiné ce jour là en CA. UN CPG lourd de conséquences pour les salariés, avec 69 suppressions d'emplois programmées pour les 3 années à venir (après 150 emplois disparus depuis 2004 sur les CPAM de Nantes et de Saint-Nazaire qui ont fusionné au 01/01/2010). Lourd de conséquences aussi pour les assurés qui attendent déjà plus de 2 mois le règlement de leurs prestations (indemnités journalières ou traitement des demandes de CMU). Des luttes font parfois reculer les intentions de la Direction de la Caisse comme à Pontchâteau ou à Vertou où la mobilisation à l'initiative des collectifs CGT ou des élus communistes a permis de conserver les agences d'accueil (diminuées par 2 en 4 ans). Le

CPG a été au final voté par le Conseil du 18 avril par : 11 voix POUR, 4 voix CONTRE (CGT et FO) et 5 « courageuses » non participations au vote (CFDT, UNSA et Mutualité). Pendant ce temps, les salariés en grève avec la CGT ont distribué des tracts aux assurés sociaux à Nantes et Saint-Nazaire et fait signer des pétitions (plus de 600 signatures à ce jour). La pétition doit se poursuivre, relayée par l'interprofessionnel. Une délégation départementale du PCF est venue témoigner son engagement et son soutien à l'action pour la défense de la Sécurité sociale et sont intervenus devant les grévistes rassemblés devant le siège rue Gaëtan Rondeau.

Partout, signons la pétition, défendons les points d'accueil dans nos communes, participons aux initiatives qui se tiendront dans les semaines à venir.

pulations pour sacrifier les hommes et dévaster la planète. Face au G8 dans les salons de Deauville se tiendra un contre-G8 populaire au Havre les 21 et 22 mai, par un large collectif d'associations, syndicats, partis politiques et mouvements citoyens. **Et à Nantes, « G8 dégage ! » se tiendra le 7 mai, de 14 à 18h** Place du Commerce à Nantes, avec 6 stands d'information, un chapiteau de débats et projections : « Révolutions en cours dans le monde arabe » à 14 h 30 -



mobilisationsG8G20.org

Evènements, culture, idées.

Pour une écologie sociale et démocratique

La «Social-Écologie» selon Eloi Laurent

Ce livre propose - au-delà de tout catastrophisme ou scepticisme - une nouvelle grille de lecture des grands problèmes environnementaux, mondiaux et locaux, ouvrant un nouvel horizon politique dans lequel les questions écologiques deviennent pleinement des questions sociales. Pour l'auteur, les termes de "développement soutenable" semblent préférables à ceux de "développement durable", tant galvaudés, « car les inégalités elles-mêmes peuvent être durables, tellement durables d'ailleurs qu'elles finissent par en devenir irréversibles (...) les inégalités sociales devenant écologiquement insupportables ».

• **Face aux inégalités, «envisager la social-écologie»**

Pour mieux comprendre l'articulation entre justice et soutenabilité, il met en lumière le rôle fondamental que jouent les inégalités sociales dans les crises écologiques: la richesse excessive et la pauvreté extrême. Pour lui, les inégalités de revenu et de pouvoir sont responsables de la plupart des dégradations environnementales.

A travers de nombreux exemples, il souligne que ce sont les inégalités qui sont insoutenables. À l'ère des disparités environnementales, et malgré "la fausse vertu des riches", la pauvreté est avant tout "une malédiction écologique". Il fait ainsi la démon-

stration que les dégradations de l'environnement ne peuvent se réduire ni à un excès ni à un défaut de développement économique: elles sont surtout la conséquence d'une carence de développement humain et institutionnel.

L'idée souvent avancée par les "décideurs", petits et grands, « que les arguments écologiques ne sont compréhensibles que formulés en termes de rentabilité économique, finit par être inquiétante et assez peu flatteuse pour les décideurs en question. Elle est surtout fautive. Notre première aspiration dans le monde social n'est pas la rentabilité mais la justice »!

Selon l'auteur, « c'est la combinaison de la condition sociale et du contexte institutionnel, autrement dit des inégalités de revenu et de pouvoir qui détient la clé de ces problèmes socio-environnementaux ».

• **"Gouverner la social-écologie" par la démocratie**

Ce livre démontre également que la démocratie se révèle notre meilleur recours pour faire face aux crises écologiques, à la condition de réaffirmer le principe de justice et d'égalité. Selon l'auteur: « tant que les questions écologiques ne seront pas systéma-

tiquement éclairées sous le jour de la justice et dans leur rapport aux réalités sociales, et notamment aux inégalités, elles demeureront de l'ordre de la politique étran-

cratique et reviendra à l'imposition d'une solution autoritaire ». Car, en dépit du mauvais procès souvent instruit à l'encontre de la démocratie, elle reste pourtant bien "le régime de la vigilance écologique", notre meilleure protection pour affronter les catastrophes écologiques, qui sont marginalement naturelles et massivement sociales: 98% des victimes des catastrophes naturelles habitent aujourd'hui dans les pays pauvres!

Pour mieux comprendre les enjeux écologiques et mieux les gouverner, « le régime démocratique est bien le plus favorable à la soutenabilité environnementale, à la seule condition qu'il travaille à la réduction des inégalités présentes et futures, ce qui ne va pas sans la mise en œuvre de réformes profondes ».

Ce plaidoyer pour la "social-écologie" - qui n'est pas un "écolo-socialisme", comme il y a un social-libéralisme - repose sur une démonstration accessible à tous et débouche sur une invitation à l'action. Il porte un utile message d'espoir: nos sociétés ne seront véritablement soutenables, que si elles sont socialement plus justes.

Eloi Laurent, Social-écologie, Flammarion, 2011, 230 p., 17€



gère pour la majorité des citoyens ».

Pour l'auteur, « nous sommes encore plus responsables de la menace écologique que nous voulons bien le penser, mais nous maîtrisons davantage notre destin (social) que nous voulons bien le croire ». Pour "gouverner la social-écologie", il faut surtout dissiper et dépasser tous "les mirages du despotisme vert". Tout ce qui se « décide au nom du bien commun pour contraindre les modes de vie locaux contre la volonté des habitants (...) sera peut-être écologique, mais sera sûrement antidémocrati-

LIRE

«Le capitalisme à l'agonie»

par Paul Jorion

Ce livre est une réflexion nouvelle et synthétique sur l'étape actuelle de "l'agonie du capitalisme" en cours.

• L'auteur, Paul Jorion, y propose d'abord sa (re)définition du capitalisme, à l'heure du néolibéralisme.

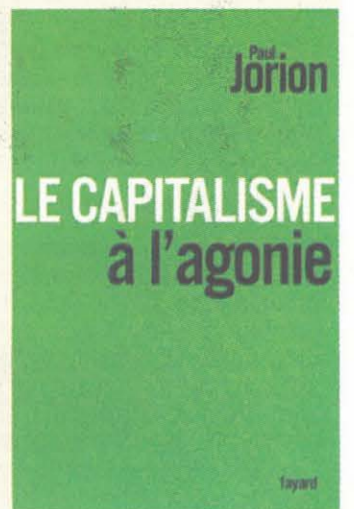
Que devient l'argent qu'on gagne, quand l'argent appelle l'argent et se concentre alors inexorablement? Selon lui, la concentration de l'argent d'un côté a pour effet induit son manque ailleurs, manque qui est combattu par le crédit débouchant sur des dysfonctions systémiques du capitalisme et de l'économie de marché elle-même. « Le secteur bancaire s'est écroulé, l'Etat s'est porté à son secours et est tombé à sa suite. La banque a alors grimpé sur les épaules de l'Etat, ce qui lui a permis de sortir du trou. L'Etat, lui, y est resté ».

• La seconde partie, consacrée à l'effondrement du capitalisme, est la plus suggestive. L'auteur revient avec précision et vivacité sur les mécanismes de la crise financière de ces dernières années. Il éclaire d'un regard expert tous les mécanismes complexes des retombées de la crise des subprimes.

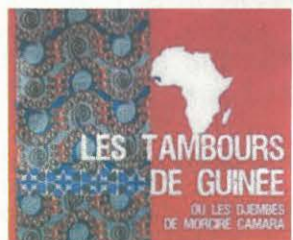
• Dans une troisième partie, P. Jorion propose de remonter à la case départ de la bifurcation du capitalisme vers l'impasse où il s'est fourvoyé, en revisitant à nouveaux frais "les leçons de l'histoire" de la pensée de "ceux qui savaient" sur sa faillite probable. Il s'agit, entre autres, de Maximilien Robespierre, Saint-Just et Marat pointant, dès la Révolution française, la contradiction nichée entre propriété et éthique; du philosophe allemand G.W.F. Hegel, pour qui « le citoyen et le bourgeois qui sont logés en nous ne parlent pas d'une même voix »; de Marx, "celui dont on a oublié le nom", dont il propose une relecture; de John Maynard Keynes, qui « sauva le capitalisme dans les années 30 en définissant le plein emploi comme le point-pivot autour duquel tout devait s'ordonner ».

Ce livre contribue ainsi à décrypter le "processus critique" dans lequel le capitalisme est désormais entré.

Paul Jorion, *Le capitalisme à l'agonie*, Fayard, 2011, 360 p., 20€.



VOIR...



Tambours de Guinée à Trignac

L'exposition "Les Tambours de Guinée" est issue d'un fonds de plus de 70 instruments de musique constitué

par un musicien guinéen, Morciré Camara, qui a sillonné l'ensemble de son pays et récolté, dans chaque région, les instruments de musique traditionnels et modernes. Il a également créé des instruments.

Coopération Atlantique-Guinée 44 dispose de ce fonds d'instruments jusqu'à fin 2011. Après quoi ces instruments retourneront au Centre Culturel Franco Guinéen, à Conakry. Du 10 au 20 mai, Centre Culturel Lucie Aubrac de Trignac.

Entrée libre, 16h.-19h., mercredi 10h.-12h. et 14h.-17h.

MÉDIAS

Subjectivité de masse ?

L'analyse politique contemporaine ne saurait faire l'impasse sur la culture de masse. Elle constitue même l'un des champs de bataille idéologiques cruciaux de notre époque.

La "postmodernité" analysée par J-F Lyotard comme la faillite des "grands récits", signe peut-être moins la disparition du sujet que la nécessité de réaffirmer la dépendance au symbolique, dans le cadre d'une pensée qui considère que l'histoire n'a pas dit son dernier mot. De Richard Wagner ("La politique de la rédem-

tion") à Mel Gibson ("La

Passion à l'ère de la Grâce à une pensée de croyance décaféinée"), l'esthétique qui ne s'embarrasse guère de

(ou "les deux faces de la hiérarchisation et ne perversion") et Alfred Hitchcock, Slavoj Zizek explore, dans ces "essais critiques", l'imaginaire collectif occidental à partir des mutations subjectives à donner subjective et l'œuvre dans les diverses formes de l'art d'aujourd'hui. Ses textes sur le



contemporain. Grâce à une pensée de l'esthétique qui ne s'embarrasse guère de hiérarchisation et ne dissocie pas la question politique de la psychanalytique, l'auteur, convaincu que la notion de subjectivité doit être revisitée, nous aide à mieux comprendre la nouvelle

cybersexe, la psychanalyse, l'événement politique, l'opéra, le cinéma viennent ainsi nous rappeler le caractère toujours hautement problématique du rapport au réel. Un décryptage de « l'interrogation du sujet de la modernité s'affrontant, à l'extérieur, aux blessures de l'histoire, et luttant, de l'intérieur, contre l'hégémonie de l'injonction surmoïque lui prescrivant la dissolution dans une jouissance à tout la fois festive et obscène ».

S. Zizek, *La subjectivité à venir*, essais critiques, Ed. Flammarion, 2010, 216 p., 9 €

près de vous

ANECR

Pour l'arrêt des bombardements en Lybie



Signataire avec d'autres de l'appel unitaire : Lybie : non à l'engrenage militaire, L'ANECR se déclare ainsi « **pleinement solidaire des mouvements populaires en Lybie, en Tunisie, en Egypte et dans l'ensemble de la région** » et dénonce « **un engrenage dangereux et [souhaite] que cesse au plus vite la double peine imposée au peuple libyen** ».

L'association demande aussi l'arrêt des bombardements et le retrait de l'OTAN ainsi que des initiatives politiques pour obtenir un cessez le feu.

Pour signer l'appel : www.mvt-paix.org

Regroupement de communes

L'intercommunalité à marche forcée

Réforme des collectivités oblige, mi 2013, plus aucune commune ne pourra restée isolée. **A marche forcée, les préfets procèdent à une refonte des périmètres des intercommunalités.** Les Schémas départementaux de la coopération intercommunale qui présentent ces nouveaux découpages des territoires sont loin d'être très démocratiques et comme le rappelle Hubert Delahaie dans la dernière livraison de la lettre des élus de la Carène : « les schémas de coopération intercommunale [ont] pour objectif de rayer de la carte les 3/4 des syndicats intercommunaux ! Dans ce contexte quel avenir pour le syndicat du Brivet, pour la commission syndicale de Grande Brière Mottière, le parc régional de Brière ? », et il insiste avec force : « **ma commune, j'y tiens** ».

Nantes

Les élus communistes soutiennent les mouvements de contestation dans l'éducation nationale

Lors du dernier conseil municipal de Nantes les élus communistes de la ville se sont exprimés sur les inquiétudes qui traversent la communauté éducative quant à la politique de l'Etat (voir le dossier page 4). **Ils ont tenu à apporter leur soutien « aux enseignants, personnels, parents d'élèves » qui s'inscrivent dans les luttes contre un gouvernement qui prône « l'augmentation du nombre d'élèves par classe, le recours aux non titulaires pour les remplacements et la suppression en partie ou totalement des postes d'enseignants spécialisés » dans le primaire.** Ils réaffirment aussi le besoin de recrutements supplémentaires et le retour à une formation plus complète.

L'invité

Les services publics en zone rurale

Les territoires ruraux connaissent une raréfaction de leurs services publics. Sur ce thème, NLA donnera la parole à deux élus communistes. Cette semaine, c'est Véronique Mahé élue à Saint Joachim qui traitera de cette question et la semaine prochaine ce sera Yves Blais élu de Saint-Vincent-des-Landes.

Les territoires ruraux regagnent depuis maintenant plusieurs années, et ceci très régulièrement, des habitants. Si ces « rurbains » témoignent par leur présence de l'attractivité réelle des espaces ruraux, une autre donnée importante doit être prise en compte : celle qui fait de ces territoires des zones de relégation. En effet, **on assiste à un exode de familles populaires ne pouvant plus vivre en zone urbaine.**

Cependant, la situation actuelle est paradoxale. Alors même que le besoin de services en général, et de services publics en particulier, n'a jamais été aussi fort, on constate, sous le prétexte de la RGPP, un désengagement profond de l'Etat allant à l'encontre d'un principe de la République : celui de l'égalité entre citoyens. **On se retrouve devant une dégradation, voire une disparition de services publics : suppression de bureaux de poste, de gendarmeries, de tribunaux, de perceptions, d'hôpitaux de proximité sans parler des fermetures de classes maternelles et primaires.**

Les collectivités locales ne pourront plus continuer très longtemps à assurer le rôle de cohésion sociale et territoriale qu'elles exercent aujourd'hui. Les transferts de charge non compensés et la réforme fiscale asphyxient les collectivités qui peuvent de moins en moins répondre aux besoins de leur population.

La réforme territoriale ne consiste pas seulement à la suppression du « mille-feuilles institutionnel ». En effet, au-delà de l'atteinte à la démocratie de proximité, se profile un étranglement financier des collectivités. Qui en paiera les conséquences ? **Certainement ceux habitant des zones reculées soit comme contribuables, soit comme usagers de services publics indispensables en milieu rural.**

La droite considère les territoires ruraux comme « non-performants », les élus communistes les considèrent comme des territoires d'avenir. **Décidés à défendre la présence des services publics sur tout le territoire et à agir pour une solidarité renouvelée, nos parlementaires soutiennent l'idée de « bouclier rural » pour une égalité réelle des territoires.**



Véronique Mahé
Conseillère régionale
et conseillère municipale
de St-Joachim

L'activité

Nantes

Nantes, un budget offensif mais...

Les collectivités locales et les municipalités en particulier, sont en première ligne pour répondre à l'urgence et à la souffrance sociale de nos concitoyens touchés de plein fouet par la crise. Alors qu'au niveau national est menée par la droite une politique de casse de ces mêmes collectivités, avec la suppression de la TP et la non compensation des transferts de compétences notamment, la situation devient intenable. Les élus communistes de la ville de Nantes dénoncent avec vigueur l'hypocrisie de ce gouvernement. **Faute d'assumer sa politique de démantèlement des acquis sociaux et des services publics, il veut contraindre les collectivités territoriales à réduire la voilure en termes de services rendus aux habitants,** en leur infligeant des contraintes toujours plus grandes pour des recettes toujours plus faibles. Dans son budget 2011 cependant, la ville a décidé de maintenir l'effort et de ne pas tomber dans le piège tendu par Sarkozy. En faisant le choix assumé de ne pas alourdir la feuille d'impôts des ménages et de ne pas endetter la ville tout en poursuivant l'effort dans les domaines de la solidarité et de la vie sociale, de l'éducation, et des services publics la municipalité contribue à construire jour après jour la ville solidaire et juste de demain. Bémol de taille, à cause des désengagements la situation ne se révèle cependant pas pérenne, sauf à réduire l'offre rendue aux habitants, ce qu'attend justement la droite...

Trignac

Inauguration de l'extension de la résidence Camille Claudel

Le 16 avril dernier la municipalité de Trignac



inaugurait l'extension de la résidence Camille Claudel. 80 places d'accueil permanent et 3 accueils de jour pour une maison de retraite qui s'est médicalisée pour répondre à la demande. 75 % des nouveaux pensionnaires sont originaires de Trignac et 138 personnes sont aujourd'hui en liste d'attente devant préciser Jean Louis Le Corre, président de l'association Camille Claudel, dans son intervention. **« C'est un investissement de 4,407 millions d'euros et un apport financier de la commune de 263 000 euros pour un établissement situé au cœur de la commune, classé en 15ème position sur les quelques 450 que comptent les Pays de la Loire pour la qualité de son accueil et de ses prestations »** soulignait quant à elle Sabine Mahé.



Saint-Nazaire

Hôpital de St-Nazaire : la santé n'est pas une marchandise !

Voilà bientôt trois mois que le personnel des urgences de l'hôpital de Saint-Nazaire est en grève. Au cœur du conflit, la revendication d'un service public de santé de qualité pour tous. Pour cela les personnels réclament des moyens à la hauteur des enjeux et des demandes des patients. **Les élus communistes, Sabine Mahé, Maire de Trignac, Raymond Le Dahéron Maire Adjoint et Roger David, Conseiller Général, ont ainsi rencontré les représentants syndicaux.** Ce mouvement social qui rassemble aujourd'hui la totalité du personnel, médecins compris, réclame avant tout une meilleure prise en charge des usagers, loin de la logique financière qui sévit aujourd'hui dans ce domaine. En effet, les différentes réformes mises en place par le gouvernement depuis 2007 n'ont fait que confirmer la volonté de gérer l'hôpital public comme une entreprise. Autre sujet d'inquiétude, le déménagement vers la nouvelle cité sanitaire. Là encore les syndicats alertent la population et les autorités sur le flou qui persiste concernant l'organisation, le personnel et le partage des compétences entre les partenaires publics et privés. Ils ne veulent pas que cette nouvelle structure participe au processus de privatisation de l'hôpital public. Quant à eux, les élus communistes ont rappelé leur soutien à ce mouvement et leur volonté d'ouvrir au développement d'un service public de santé performant et accessible à tous, dégagé de l'appétit des puissances de l'argent.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



G8

Samedi 7 mai : Forum public contre le G8 à 14H00, place du commerce à Nantes.

Fédération

Samedi 7 mai : Réunion des directions de section et du conseil départemental à 9H00 à la fédération.

Fédération

Mardi 10 mai : Réunion de l'exécutif départemental à 11h à la fédération.

Loire et Sèvre

Jeudi 12 mai : Assemblée générale de la section à 20H00, centre Gabory à Vallet.

Mobilisations

18 et 20 mai : Mobilisation syndicales pour l'école.

Bouguenais

Mercredi 18 mai : Réunion des communistes et apparentés à 18H30, salle face à la mairie.

Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

La Fête!

rebelle et fraternelle **10€** -15 ans GRATUIT

www.fetedesnouvelles.over-blog.com Infos : 02 40 35 03 00

Révoluti*ns

SAMEDI à partir de 19H
Les Têtes de lapin
Les Caméléons

DIMANCHE 17H00
Natacha Ezdra
chante Jean Ferrat

DIMANCHE - 16H00
GRAND MEETING
avec Patrice BESSAC

2 jours de fête

Parc paysager de St-Nazaire **PCF**

Car pour la fête

Pour permettre à de nombreux camarades de l'agglomération nantaise de participer à la journée du dimanche, un car est mis à disposition.

Départ à 10H00 Place de la petite hollande
Retour aux alentours de 19H00
Ce car est gratuit, pour réserver votre place : 02 40 35 03 00

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Chômage, précarité, racisme, casse de l'éducation.

GENERATION REVOLUTION

les jeunes ne lâchent rien!

LA MUSIQUE ENTRE EN RÉSISTANCE

MARDI 25 MAI 20H30

LA SCÈNE MICHELLET

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES
www.jeunes-communistes.org



LOGEMENT DES JEUNES : IL Y A URGENCE !

Par Estelle Brousse

La trêve hivernale a pris fin, et déjà des jeunes et des moins jeunes se retrouvent hors de chez eux. Le mouvement jeunes communistes s'oppose fermement

à la pratique des expulsions locatives qui n'ont que pour effet de sortir les citoyens de la société en les envoyant sous les ponts. Les jeunes, particulièrement touchés par ce phénomène, ne doivent pas avoir à se priver de se nourrir pour régler

loyer et factures. Des situations comme celle d'un jeune ouvrier dans le bâtiment qui construit des appartements toute

«Les jeunes, particulièrement touchés par le phénomène, ne doivent pas avoir à se priver de se nourrir pour régler loyer et factures».

la journée et se retrouve expulsé de son logement faute de pouvoir payer ses loyers, ne devraient pas être banalisées. Les expulsions n'ont

pas comme seule conséquence de mettre à la rue des personnes fragilisées par leur situation précaire mais aussi de dégrader encore un peu plus leur santé physique et morale, les poussant à accepter n'importe quoi pour s'héberger et n'importe quelles conditions de travail pour payer les factures. Un service public du logement s'impose de toute urgence afin de fixer les loyers au maximum à 20% du budget des ménages et permettre aux

quelques 1,3 millions de foyers qui rencontrent des difficultés à payer leur loyer de vivre dignement. Il est plus que temps que le gouvernement mobilise ses moyens pour multiplier les offres HLM afin de désengorger les files d'attente pour les logements sociaux. Les jeunes communistes réclament l'application de la loi de réquisition qui prévoit la saisie par l'Etat des logements inoccupés afin de garantir à tous le droit à un logement décent.